



Lille, le 5 juillet 2018

Communiqué de presse

Scandale au bac dans l'Académie de Lille

A la veille de la proclamation des résultats, l'Académie de Lille se distingue par ce qui apparaît comme un véritable scandale qu'ont découvert les correcteurs du baccalauréat S réunis au lycée Wallon de Valenciennes ce jeudi matin.

Au départ, il y a l'erreur d'un chef d'établissement d'un lycée de Maubeuge, centre d'examen, qui interdit l'usage des calculatrices durant les épreuves de sciences, alors que partout en France, au même moment, tous les élèves de TS pouvaient utiliser leur calculatrice. Erreur ensuite du Rectorat à travers sa direction des examens qui n'envisage pas de faire composer à nouveau les élèves dans des conditions équitables, alors que c'était la solution la plus simple à ce dysfonctionnement. Est-ce l'émoi des 200 élèves concernés et de leurs familles, suite à ces conditions d'examens, qui aboutit à des modifications inhabituelles et inappropriées de notes à la veille des délibérations des jurys ?

Toujours est-il que, ce jeudi matin, des dizaines de professeurs, examinateurs et correcteurs convoqués en jury de bac au lycée Wallon de Valenciennes ont eu la stupeur de voir leurs notes modifiées sur les relevés, sans que les jurys normalement souverains aient pu délibérer. Ces modifications, à notre connaissance, ont été effectuées de manière à ce qu'aucun des 200 élèves concernés ne soit « ajourné ». Les dossiers scolaires n'ont pas été pris en compte, les notes ont été modifiées sans aucune autre logique qu'une logique comptable. Par exemple, des élèves ayant obtenu initialement 01/20 voient leur note remontée artificiellement à... 16/20 en physique-chimie ; d'autres, notés initialement 07/20 passent à 15/20 en mathématiques et, comble de l'absurdité, un élève absent obtient la note de 09/20 en mathématiques... alors qu'il n'a pas passé l'épreuve !

Les protestations légitimes des professeurs, attachés à la valeur du baccalauréat comme examen national et anonyme n'y ont rien fait ce matin. Les jurys normalement souverains n'ont pu rétablir une logique plus équitable et tenant compte des dossiers scolaires. Il fallait avant tout couvrir des erreurs de l'institution.

Cette situation est inacceptable. Elle est aussi très inquiétante : le projet de réforme du baccalauréat, s'il devait être appliqué, ferait reposer l'examen pour 40% sur du contrôle local, organisé et évalué localement, dans chaque établissement. C'est la porte ouverte à la multiplication des incidents de ce genre, et surtout au développement des tripatouillages indignes, sous des pressions diverses, tels que ceux qui viennent d'avoir lieu – alors qu'ils auraient pu être évités, très simplement.

La section académique du SNES FSU de Lille dénonce la gestion de cette situation par le Rectorat de Lille et rappelle son attachement à un baccalauréat exigeant, anonyme, national et équitable.